

Introduction générale

Le cadre spatial

Le Mozambique, territoire longiligne en forme de Y, se déploie sur 800 000 km². Il se découpe en onze provinces et a, entre autres, pour particularité d'avoir une capitale complètement excentrée, dans le sud du pays, à quelques encablures de la frontière sud-africaine. Le pays qui a connu une des plus longues guerres civiles du continent africain (1976-1991) en porte encore les séquelles. Les tensions politiques qui perdurent en sont quelques-unes des traductions. Pour autant, ce pays classé parmi les plus pauvres du monde renferme richesses minières et potentialités agricoles qui peuvent augurer d'un avenir plus radieux. La question de la gestion de ces ressources (avec sa panoplie d'acteurs aux positions et rôles parfois contradictoires) et de leurs retombées sont autant de freins et de catalyseurs pour le développement de cet État d'Afrique australe.

Le Mozambique borde le canal éponyme. Cette zone maritime s'étale dans un rectangle dont la longueur est d'environ 2 600 kilomètres et dont la largeur oscille entre 400 et 1 000 kilomètres. Quatre pays (Mozambique, Comores, France-Mayotte et îles Eparses ainsi que Madagascar) en sont riverains. Ce canal est devenu une zone géopolitique majeure du bassin occidental de l'océan Indien. Les micro-territoires, parfois simples bancs de sable, qui l'essaient, sont revendiqués, les statuts contestés. Or, les richesses gazières récemment mises à jour viennent donner une autre ampleur et coloration aux tensions régionales.

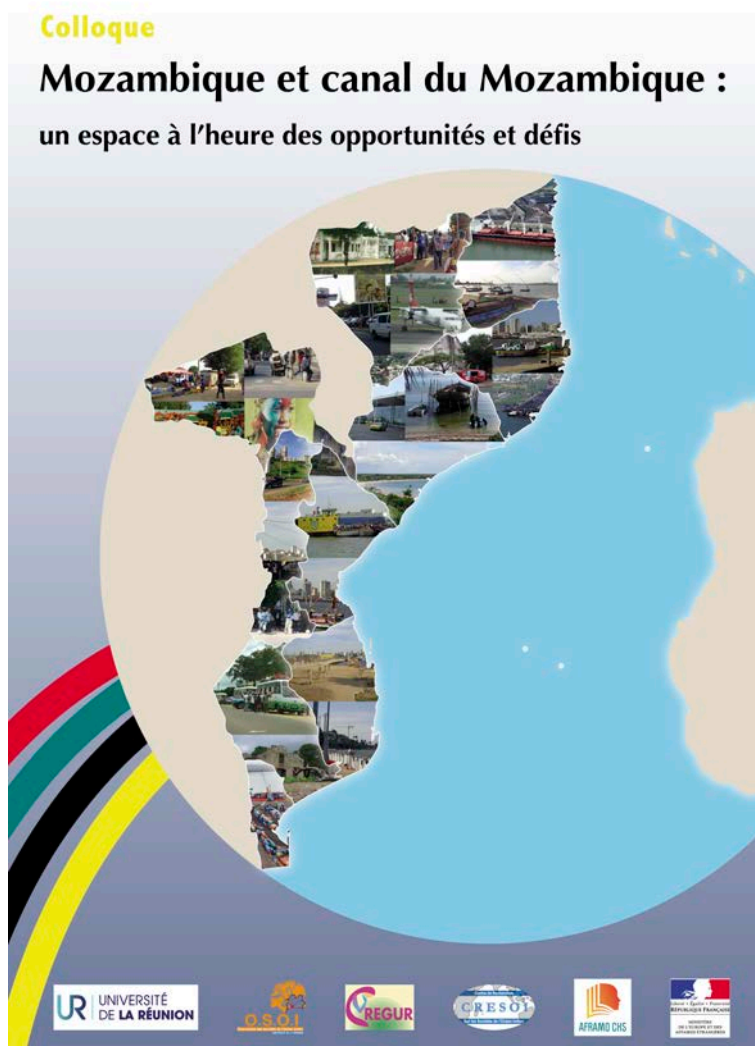
Le rapprochement entre le Mozambique et La Réunion : éléments de contextualisation

À la suite du colloque fondateur de l'Association Franco-Mozambicaine (AFRAMO) de Sciences Humaines et Sociales, qui s'est déroulé à Maputo en octobre 2016, il a été envisagé de

mettre en place une journée d'études pluridisciplinaire sur le Mozambique et le canal du Mozambique attenant (encadré 1).

Il était apparu, au sortir de cette manifestation, que les chercheurs de l'Université de La Réunion avaient acquis de nombreuses données sur un pays qui, bien que situé au rang des PMA (Pays les Moins Avancés), représente aujourd'hui en Afrique un nouvel « eldorado », eu égard entre autres aux récentes découvertes minière et énergétique, à son « attrait » et à son ouverture à l'international.

Une manifestation, se tenant cette fois sur le site de l'Université de La Réunion, plus précisément à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines (FLSH), devenait l'occasion d'être une vitrine de ces travaux et le point de départ de fructueuses collaborations. Associer La Réunion au Mozambique, c'était également ré-insister à la fois sur le poids de l'histoire et sur ce qui est devenu un territoire clé de la zone ouest de l'océan Indien. Le projet a par la suite été mûri et consolidé dans le prolongement des visites de membres de l'Ambassade de France à Maputo – tous membres de l'AFRAMO – à l'Université de La Réunion durant l'année 2017. En particulier, cette manifestation fut appuyée par Jeanne Vivet, géographe et Attachée de coopération scientifique et universitaire. La chercheuse insiste, tout particulièrement depuis sa prise de fonction à Maputo, sur des échanges nourris entre chercheurs mozambicains et locaux, amenés à s'inscrire dans la durée.



Encadré 1 : La symbolique du visuel adoptée

Le visuel présenté ici a été utilisé comme socle iconographique décliné et diffusé sur les divers supports usités, comme par ailleurs sur les sites de la FLSH et de l'OSOI. La pertinence de ce matériau reflète les lignes directrices des textes réunis en cet ouvrage. S'y retrouvent parmi les traits caractéristiques :

- La prééminence de la teinte gris foncé, décrivant un pays largement ouvert sur la mer et en prise de nos jours avec les intérêts maritimes du canal du Mozambique (pour ne citer que les débouchés portuaires, les prospections et exploitations gazières ou encore les politiques touristiques amorcées).
- Les stries colorées parallèles qui sont représentées en bas à gauche reprennent les traditionnelles couleurs du drapeau mozambicain : le noir, le rouge, le jaune et le vert ; par leur orientation, elles expriment l'idée de mouvement, de dynamique, pour caractériser un pays en changement.
- La mosaïque de photographies constituant un patchwork, traduit quant à elle la pluralité du Mozambique, un État qui exprime de nos jours des visages disparates, sur bien des sujets (économiques, sociaux et sociétaux, politiques...); nous l'avons énoncé : « entre opportunités et défis ».
- Finalement, notre volonté de décentrer le cœur du dessin, et par là même le regard, lie quelque part le destin de cet État aux potentialités inhérentes au canal du Mozambique (où se retrouvent maints enjeux pour des acteurs comme La France, Madagascar ou les Comores).

Structures et chercheurs concernés

Pour mener à bien cette manifestation, nous sommes partis de quelques impératifs :

- Une approche se voulant pluridisciplinaire, tout à la fois féconde et stimulante.
- La sollicitation de chercheurs mozambicains dans un souci de coopération scientifique amenée à perdurer.

Notre but fut évidemment d'inscrire cette manifestation scientifique dans le cadre de la fédération de recherche OSOI (Observatoire des Sociétés de l'Océan Indien) et de ses axes thématiques, à savoir : « Territoires et mobilités » ; « Risques et développement » ; « Réseaux et pouvoirs ».

Divers laboratoires de l'Université de La Réunion ont été mobilisés à cette fin. Nous avons notamment contacté les membres de l'Unité de recherche OIES (Océan Indien Espaces et Sociétés, soit les chercheurs Géographes et Historiens appartenant au CREGUR – Centre de Recherches et d'Études en Géographie de l'Université de La Réunion et au CRESOI – Centre de Recherches sur les Sociétés de l'Océan Indien). Ces derniers travaillent particulièrement sur l'Indianocéanie, et pour certains d'entre eux sur les États bordiers des rives africaines et le canal du Mozambique.

Le Laboratoire de Recherches sur les espaces Créoles et Francophones (LCF) a par ailleurs été sollicité, ses membres travaillant sur les questions de valorisation patrimoniale (« Patrimoine, Ressources et Gouvernance dans l'aire 3AEOI : Afrique de l'Est, Afrique australe et Océan Indien »).

De même, les chercheurs du CRJ (Droit-Economie) ont été approchés pour leurs connaissances juridiques fines et l'intérêt qu'ils portent à la question des droits maritimes dans le canal du Mozambique.

En parallèle, d'autres centres de recherche ont été contactés ; ainsi, le laboratoire Espace-Développement travaille sur le Mozambique via le projet *Mozalinké*, qui caractérise « les perceptions socio-culturelles du patrimoine naturel marin, afin de contribuer à la gestion durable des espaces marins et côtiers dans la région ».

En termes d'ouverture régionale et internationale, outre des participations scientifiques venant de la zone (Maurice), de l'Europe (Belgique) et d'autres horizons (Canada), notre souhait était bien évidemment de mobiliser une solide délégation mozambicaine en espérant, au-delà du colloque même, tisser des liens étroits avec ces chercheurs demandant ensuite à être approfondis.

Dans cette optique, un rapprochement a été opéré avec l'université Pédagogique ainsi qu'avec l'université Eduardo Mondlane dans la capitale Maputo. Travaillant sur la sociologie et l'anthropologie, le monde rural ou encore sur les sciences

politiques, un grand nombre d'entre eux ont répondu présents et ont fait le déplacement vers l'Université de La Réunion. La présidente de l'Association Franco-Mozambicaine, en particulier, a fait partie de cette délégation de jeunes chercheurs mozambicains prêts à s'engager dans un processus de rapprochement.

Canevas scientifique

Ce numéro se veut une synthèse des contributions mises en exergue durant ce colloque qui s'est tenu le 20 avril 2018. La notion d'enjeu se trouve au centre de ses questionnements.

État littoral pauvre, eldorado minier, pays lusophone, les dénominations ne manquent pas pour désigner le Mozambique. Frontalier avec cinq États, celui-ci s'étire sur 2 500 km, le long de l'océan Indien, dans le sud-est de l'Afrique australe.

Ayant des attaches historiques profondes avec notre territoire insulaire (du fait tout particulièrement de l'esclavage et de l'engagisme), cet État, longtemps catégorisé comme l'un des plus pauvres de la planète, connaît aujourd'hui des bouleversements. Plusieurs enjeux, mobilisant acteurs et ressources, affectent un Mozambique contemporain et sa zone contiguë en pleine mutation. Ils invitent à un état des lieux.

Au nombre de ces enjeux, nous pouvons citer :

- La territorialisation maritime, à travers notamment les Zones Economiques Exclusives (ZEE), avec ce que cela suppose de rivalités géopolitiques régionales dans l'espace sud-ouest de l'océan Indien. L'Indianocéanie et le Sud-Ouest de l'océan Indien rassemblent des potentialités fortes dans le domaine de l'économie bleue. Le Mozambique est avant tout un État-façade s'ouvrant sur le canal limitrophe. Rappelons que de multiples groupes étrangers ont découvert ici d'importants gisements énergétiques, à quelques encablures du liseré côtier continental (où d'autres enjeux environnementaux ou sécuritaires sont aussi présents). C'est toute la zone du canal du Mozambique qui mérite en conséquence un éclairage pertinent et un recul critique, associant de fait les pays concernés (le Mozambique mais aussi La France via les îles Éparses et ses litiges avec Madagascar ou encore avec Les Comores).

- La question du développement économique et de la mise en valeur du territoire mozambicain est un autre enjeu (Sautreuil, 2013). Le pays fait partie des 47 PMA de la planète. L'essor économique récent (avec des taux de croissance économique de l'ordre de 6 à 7 % ces dernières années) s'opère via des capitaux exogènes axés sur l'énergie, les minerais ou le tourisme (les « mégaprojets »). Pour l'année 2013, le stock d'Investissements Directs Étrangers (IDE) fut l'un des plus forts d'Afrique avec une valeur de 5,2 milliards de dollars, dans le sillage des découvertes charbonnières et gazières. L'articulation entre les divers acteurs présents soulève des réflexions (acteurs étrangers du « Nord »/ nouveaux acteurs du « Sud émergent »/acteur étatique/ acteurs locaux...). Les investissements sont avant tout élevés dans le secteur extractif, composant dès lors une rente pouvant être vue comme des « flux de revenus déconnectés d'activités de production situées dans les territoires bénéficiaires » (Magrin, 2013).
- La nature des inégalités de développement s'accroissant en ce pays, leurs répercussions sociales et sociétales, nous paraissent également intéressantes à traiter (enclaves de richesses *versus* zones délaissées ; privatisation foncière rampante ; traitement de la question migratoire...). En particulier les formes de réponses de la puissance publique comme de la société civile interpellent. Il est vrai que le pays connaît depuis près d'une décennie une forte « croissance de rattrapage » (Avila, 2012). Si le PNB national pourrait quadrupler dans les dix prochaines années, en parallèle plus de 50 % de la population mozambicaine vit toujours sous le seuil de pauvreté. L'enjeu est par conséquent d'impérieusement mieux redistribuer les richesses, gage d'une meilleure intégration spatiale, symbole de développement dans la stabilité (Augé, 2014).
- Enfin, la stabilité politique de ce pays en pleine transformation est un dernier enjeu clé. Entre étatsisme hérité de la période socialiste et ébauche de décentralisation nouvelle, le Mozambique reste tiraillé par des forces centrifuges puissantes, fruits de l'histoire (legs du conflit civil FRELIMO-RENAMO). Ces dernières sont ré-exhumées par les transformations récentes (Morier-Genoud, 2017), s'agissant

notamment de la redistribution et de la représentation nationale en ses contrées septentrionales. Le discours étayé par une opposition tenace trouve un écho dans l'inconscient collectif. Il met assurément le doigt sur les conséquences de ces âpres différentiels de développement locaux et de représentation mal-vécus (Avila, 2012) : sont ainsi réclamés, avec force, une vraie représentativité politique – le Frelimo au pouvoir étant perçu parfois comme autoritaire, affairiste et néo-patrimonial –, un partage des fruits de la croissance et un meilleur rééquilibrage du territoire.

Un « pays-recherche » d'avenir

Notre approche se veut donc par définition large et ouverte, nonobstant d'autres points cruciaux du pays et de ses environs que nous n'avons pas pu aborder ici. Cet ouvrage se structure en trois temps.

Le premier temps s'intitule *De la fabrique aux liens*. Il permet de croiser les regards sur la région à travers le prisme Mozambique-Réunion, dont les échanges font la richesse. On peut ainsi l'apprécier comme la présentation d'initiatives de coopération qui se constituent progressivement entre nos deux rives.

Le deuxième temps, *Enjeux économiques, sociaux et politiques*, s'attelle à lever le voile sur un certain nombre de potentialités et de paradoxes inhérents à cet État, le Mozambique, tiraillé entre ses héritages et ses inerties d'un côté, ses mutations et ses recompositions spatiales de l'autre.

Le dernier temps a pour titre *Quand le Mozambique et le canal du Mozambique convoquent la géopolitique*. Il donne à lire quelques-uns des enjeux géostratégiques, politiques et juridiques inhérents au Mozambique et au canal attenant, dans une zone où de nombreux acteurs tendent à défendre leurs intérêts.

Cet ouvrage vise à révéler les facettes singulières d'un État et de l'espace maritime proche qui suscitent beaucoup d'espoirs en même temps qu'ils soulèvent nombre d'interrogations. Il se propose d'offrir les clés de lecture (du moins quelques-unes) de ce Mozambique et canal du Mozambique pluriel, entre opportunités et défis. Il ambitionne, dans un objectif d'interactions grandissantes et dans un souci pluridisciplinaire, le croisement d'appro-

ches se situant à toutes les échelles. Car outre un rapprochement entre les chercheurs réunionnais et mozambicains, il se veut un jeu de regards tangents entre chercheurs de divers horizons. En d'autres termes, l'interdisciplinarité doit selon nous permettre de contribuer à appréhender ce territoire à l'heure des recompositions et enjeux.

Bibliographie

- AUGÉ B., *Le développement du secteur gazier en Tanzanie et au Mozambique, les prémices de deux expériences dissymétriques*, IFRI, note n°6, 2016, 21 p.
- AVILA J., *Développement et lutte contre la pauvreté : le cas du Mozambique*, Paris, L'Harmattan, « études africaines », 2012, 204 p.
- MAGRIN G., *Voyage en Afrique rentière. Une lecture géographique des trajectoires du développement*, Paris, Editions de la Sorbonne, 2013, 424 p.
- MORIER-GENOUD E., « Proto-guerre et négociations. Le Mozambique en crise, 2013-2016 », *Politique africaine*, n°145, 2017, p. 153-175.
- SAUTREUIL N., « Un gaz toxique pour le Mozambique ? », *Perspectives Internationales*, 9 juin 2013.